



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue du Général de Gaulle  
CS90254  
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 20/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**G'IMPRIM SAS**

Rue du Calvaire  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-25-172  
Code AIOT : 0005602301

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement G'IMPRIM SAS implanté Z.I. les Taillas 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- G'IMPRIM SAS
- Z.I. les Taillas 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005602301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société G'Imprim est spécialisée dans l'impression par flexographie sur des matériaux d'emballage souples. Elle emploie une quarantaine de personnes et fonctionne 350 jours par an. Pour réaliser son activité, elle dispose de 7 machines d'impression par flexographie.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 03/04/2025, article R.512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
3	Effluents Aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 3.3.1 et 3.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit remplir les conditions de cessation d'activité concernant le site situé à Saint-Pal-de-Mons. Concernant le site de Sainte-Sigolène, qui a fait l'objet de l'inspection, l'exploitant doit mettre à jour son plan de défense incendie pour répondre à la prescription de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 2450.A.a → 3 000 kg/j (A) Rubrique 3670.2 → 740 t/an (A) Rubrique 4331.2 → 121 t (E) Rubrique 1510.2.c → 15 170 m <sup>3</sup> (DC) Rubrique 1978 → 740 t/an (D) Rubrique 2661.2.b → 15t/j (D) Rubrique 2663 → 1 200 m <sup>3</sup> (D) Rubrique 2910.A.2 → 1,062 MW (DC)

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que les quantités mises en œuvre respectaient les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 14/11/2024. L'inspection n'a pas pu vérifier ce point.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'au regard de son classement au titre de la rubrique n°1510, il devra élaborer, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026, une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> (cf le 1. Étude des effets thermiques de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 03/04/2025, article R.512-75-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.

Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite

d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1.

#### **Constats :**

Ce point de contrôle concerne le site G'imprim situé à Saint-Pal-de-Mons sur lequel G'Imprim est autorisé par l'arrêté préfectoral n°D2B1/2006-514 du 19 juillet 2006, notamment pour la rubrique n°2450 (impression par flexographie) au seuil de l'Autorisation (1500kg/jj).

L'exploitant indique avoir quitté le site il y a environ 15 ans.

Il déclare qu'aujourd'hui, ce site est exploité par Granger Frères qui y exerce une activité de stockage de produits finis potentiellement soumis à la rubrique n°2663 de la nomenclature des installations classées.

Si l'exploitant a pu produire un récépissé de dépôt de déclaration de cessation d'activité établi par le greffe du tribunal de commerce du Puy-en-Velay en date du 21 avril 2016, il n'a pas rempli les obligations relatives à la cessation d'activité au regard des installations classées pour la protection de l'environnement.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 12 mois, l'exploitant devra régulariser la situation administrative du site G'imprim situé à Saint-Pal-de-Mons.</p> <p>Pour ce faire, il se référera à l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement qui détaille la procédure de cessation d'activité.</p> <p>L'exploitant informera l'inspection au fur et à mesure du déroulement de la cessation.</p> <p>Dans l'hypothèse où l'exploitant ne répondrait pas à cette obligation dans le délai imparti, il sera proposé à monsieur le préfet de Haute-Loire de prendre un arrêté de mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 3 : Effluents Aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 3.3.1 et 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet d'eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.3.1 : Le rejet d'eaux pluviales respecte les valeurs limites suivantes :</p> <p>PH : 5,5-8,5</p> <p>Température &lt; 30°C</p> <p>MES &lt; 35 mg/l</p> <p>DCO &lt; 125 mg/l</p> <p>DBO5 &lt; 30 mg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l</p> <p>Couleur &lt; 100 mg/Pt/l</p> <p>Article 3.4.2 : L'exploitant réalise à fréquence annuelle une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prescrites par l'article 3.3.1</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyse datant de 2023.</p> <p>Il a indiqué que la prochaine analyse du rejet d'eaux pluviales était programmée en mai 2025.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une analyse aurait dû être réalisée en 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyse du rejet d'eaux pluviales réalisé en mai.</p> <p>En cas de dépassement, l'exploitant devra indiquer les raisons de ce dépassement et les moyens à mettre en œuvre pour corriger cette non-conformité.</p> <p>L'exploitant mettra en place une organisation lui permettant de respecter les périodicités de réalisation d'analyse.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant (...) à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou à enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué travailler à la mise à jour de son plan de défense incendie. Il a ainsi présenté un document qu'il doit compléter pour respecter les dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, et notamment les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux (substances recherchées dans les différents milieux et les raisons du choix des substances et des milieux; les équipements de prélèvement à mobiliser par substance et par milieux; les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées). L'exploitant devra justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans les délais adéquats en cas de nécessité.</li> <li>• les mesures nécessaires à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique (mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie; présence en permanence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie dans les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique; Le renforcement des autres moyens d'extinctions et toute mesure que l'exploitant définira pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection son plan de défense incendie mis à jour et exhaustif répondant à la prescription de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p> <p>Dans l'hypothèse où ce délai ne serait pas respecté, il sera proposé à monsieur le préfet de Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement (mise en demeure).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois